

*Le budget*

dont il dirige son administration et sa bureaucratie et la façon dont il dispense ses services.

• (1610)

L'élimination du transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique ne pose pas un problème uniquement à l'Alberta ou à d'autres provinces. On m'a signalé que cela posait un problème à plusieurs localités de ma région également. Cette mesure entraînera la disparition de transferts de 700 000 \$ pour les clients des sociétés de services publics du secteur privé.

La pilule est très amère. Nous nous sommes engagés auprès des Canadiens à mettre de l'ordre dans les finances nationales, et c'est ce que le budget cherche à faire.

Aussi difficiles et pénibles soient-elles, les coupes dans les budgets et les programmes concernant les centres d'accueil autochtones auront une incidence sur le fonctionnement et la prestation des programmes des centres d'accueil dans le Nord. Les habitants du Nord ne se laissent cependant pas abattre et, comme tous les Canadiens, ils reconnaissent qu'il est important de remettre de l'ordre dans nos affaires financières.

Les habitants du Nord voient également dans le budget une bonne occasion à saisir. Des occasions comme celle-ci où il faut forger de nouveaux arrangements et établir de nouveaux rapports offrent au gouvernement territorial une bonne possibilité de jouir de plus de flexibilité, et aux habitants du Nord une bonne possibilité d'avoir davantage leur mot à dire dans l'élaboration et la gestion de programmes et de services qui répondent à leurs besoins.

Il s'agit d'une excellente occasion pour réussir à conclure une entente sur l'exploration et l'exploitation des minéraux dans le Nord, qui peut donner au gouvernement territorial de même qu'à ses autres partenaires, les groupes autochtones, plus d'autonomie et une responsabilité accrue à l'égard de l'économie et de la situation budgétaire dans le Nord. Une plus grande autonomie est aussi synonyme d'une souplesse accrue à l'égard des programmes et services nécessaires pour répondre aux besoins des habitants du Nord.

Toutes les régions de notre pays aspirent à l'autonomie, et les Territoires du Nord-Ouest, avec toute leur complexité et leur diversité culturelles, ne sont pas différents. Leur population n'est pas constituée d'un seul groupe ethnique, mais de tout un mélange de gens. Une plus grande autonomie signifie aussi de meilleures possibilités de coopération et de consensus et une importante dynamique humaine à prendre en considération.

La restructuration, que ce soit par l'examen des programmes, le transfert de pouvoirs aux territoires ou le TSC, offre aussi la possibilité d'entamer un dialogue constructif dans le cadre d'un processus exhaustif qui permet à tous les intéressés, et non pas simplement au gouvernement, d'avoir davantage leur mot à dire, y compris les leaders des collectivités, les activistes, les travailleurs sociaux et les organisations de jeunes. Ce processus global peut mener à une plus grande indépendance par rapport au gouvernement. Il peut mener à une plus grande autonomie et à une

plus vaste liberté d'action. Il peut permettre aux intéressés d'être maîtres de leur destin et de mener leur propre barque.

Le quatrième principe sur lequel s'est appuyé le ministre des Finances, c'est celui selon lequel nos priorités nationales doivent refléter les besoins de la population. Ces priorités doivent transparaître dans la façon dont le gouvernement définit son rôle. J'aimerais parler davantage de ce principe et de ses répercussions sur le fonctionnement du gouvernement dans l'avenir, mais surtout du rôle que le gouvernement jouera dans la vie des Canadiens, pour veiller à ce que leurs besoins soient satisfaits.

Pour vérifier l'utilité des programmes et services et préserver notre souveraineté économique, les dispositions budgétaires ont prévu une importante restructuration gouvernementale, par l'intermédiaire de l'examen des programmes. L'objectif premier de cet exercice était de nous permettre d'examiner toutes les catégories de dépenses gouvernementales fédérales afin de déterminer les moyens les plus efficaces et les plus efficaces d'offrir les programmes et les services aux Canadiens.

Cet examen des programmes ne permet pas seulement de réduire le coût des activités gouvernementales, mais aussi de rendre celles-ci plus efficaces et mieux adaptées aux besoins de ceux qui ont vraiment besoin d'aide et de soutien.

Le moment est venu pour le gouvernement de revenir à l'essentiel et de tenir compte des priorités des gens. Comme le ministre des Finances l'a dit dans son discours du budget: «Nous présentons une nouvelle vision du rôle de l'État dans l'économie. Dans bien des cas, cela signifie un secteur public plus petit. Cela signifie dans tous les cas un secteur public travaillant plus intelligemment.»

La restructuration entreprise par le gouvernement aura des effets sur son rôle dans la vie de tous les jours des gens. Jusqu'à un certain point, la restructuration du gouvernement implique aussi la restructuration de la société, et c'est là que résident les possibilités de changement réelles offertes par le budget. Le gouvernement revenant à l'essentiel, les Canadiens auront l'occasion de se manifester, de repenser et de redéfinir leurs valeurs et leurs responsabilités pour eux-mêmes, leurs familles et leurs collectivités.

• (1615)

Les gouvernements n'ont pas toutes les réponses et toutes les solutions. En redéfinissant son rôle dans la société canadienne, le gouvernement aura besoin de la population; celle-ci devra se manifester et assumer sa part de responsabilité. Là où les gouvernements ont échoué dans le passé, les Canadiens devront s'affirmer, jouer un rôle constructif et mettre non seulement leurs connaissances au service du règlement des problèmes locaux, mais encore toute leur énergie, leur sueur à contribution pour garantir le succès de l'opération.

Le gouvernement lance un appel aux Canadiens pour qu'ils participent au processus visant à garantir notre avenir comme celui des générations suivantes, à garantir un avenir à nos enfants. Cet engagement devra être maintenu même avec la restructuration, car le gouvernement ne peut pas tout faire.